

“La réforme des titres et fonctions est kafkaïenne”

■ Pour les directeurs, son application sur le terrain est “impossible”.

Au mois de juin, la réforme des titres et fonctions avait beaucoup fait parler d'elle. Alors qu'elle fixait de manière plus stricte les diplômes indispensables ou suffisants pour enseigner une matière dans l'enseignement francophone belge, elle plongeait de nombreux professeurs dans l'incertitude quant à leur avenir. Une commission, la Citicap, s'emploie depuis lors à régler les cas litigieux. Cette réforme, votée en 2014 et d'application depuis ce premier septembre, refait pendant polémique. Cette fois, ce sont les directeurs qui témoignent de “vraies difficultés”.

Un considérable travail administratif

“Je vous donne l'exemple de deux enseignants qui donnaient quatre matières et qui partent en congé de maladie ou de maternité”, explique Paul Leblanc, directeur de l'Institut Saint-Boniface à Bruxelles. “Je dois les remplacer et trouver dorénavant via le site Primoweb des profs ayant les titres requis pour donner ces cours. Je me retrouve alors avec des profs différents pour chacun d'eux qui

viennent parfois donner simplement quatre heures par semaine dans mon école. Très concrètement, il me faut donc les recevoir, voir s'ils répondent au projet pédagogique, réaliser leurs contrats, leur donner des clés... Cela demande un travail considérable, d'autant que le site Primoweb présente des problèmes de jeunesse. Si aucun prof avec le titre requis n'est disponible, je dois réaliser des PV de carence avant d'en engager d'autres. C'est impossible, kafkaïen, et cela témoigne d'une surveillance qui s'accroît, qui nous oblige à réaliser un travail administratif considérable, et qui va à l'encontre de la volonté du Pacte d'excellence qui souhaite nous offrir plus d'autonomie.”

Un autre directeur fait exactement le même constat. A l'instar de son collègue, il regrette qu'une telle réforme, dans son application actuelle, oblige les écoles à engager plus de profs qui, étant amenés à donner peu d'heures, s'investissent moins pour l'établissement.

Du côté syndical, Eugène Ernst, secrétaire général de la CSC-Enseignement, reconnaît de véritables difficultés sur le terrain. Mais, tout en restant attentif pour qu'elles ne soient que passagères, il souligne aussi les bienfaits d'une réforme qui devrait permettre à l'enseignement de gagner en profs formés pour enseigner leurs matières.

BdO